

Il est temps de « dépiкетtysier » la France

Emmanuel Macron a désormais le mandat pour procéder à des réformes. Jean Luc Mélenchon en grand démocrate et admirateur de Hugo Chavez au Venezuela, considère que l'opposition s'exprimera désormais dans la rue. Il n'a probablement pas pris en compte le fait que les électeurs ont fait leur révolution dans les urnes et ont décidé de procéder à un dégagisme d'anthologie dans l'histoire de la république.

Engager une réforme profonde du marché du travail montre que c'est la seule voie pour créer des emplois. L'exemple allemand montre que cela peut créer massivement des emplois. La première étape de la « dépiкетtysation » de la France concernera le droit du travail.

Les lois Hartz devront être une source d'inspiration pour la France

Il n'est pas inutile de replacer ces lois dans leur contexte. Les réformes Hartz de 2003-2005 en Allemagne sont les réformes du **marché du travail** qui ont eu lieu en **Allemagne** sous le mandat du **chancelier Gerhard Schröder (SPD)**. Conduites par l'ancien DRH de Volkswagen, elles avaient pour but de renforcer la lutte contre le chômage volontaire et d'améliorer le retour en activité des bénéficiaires d'allocations. Ces réformes visaient à adapter le droit du travail et la fiscalité à la nouvelle donne économique dans le secteur des services.

La Loi Hartz IV a été la plus importante. Avec cette réforme, les indemnités de chômage n'étaient plus versées pendant 32 mois mais pendant seulement 12 mois (18 mois pour les plus de 55 ans). C'est la phase « Arbeitslosengeld I ». Ensuite, le chômeur est considéré comme chômeur de longue durée et reçoit le « Arbeitslosengeld II », sensiblement moins élevé. À travers l'« Arbeitslosengeld II », l'état verse le « Regelsatz » qui était de 364 € par mois en septembre 2009 pour une personne, auquel il fallait ajouter le paiement complet d'un logement « décent » (en dessous d'un plafond de 280 € par mois), l'**assurance maladie** et une **cotisation retraite**.

Dans un couple, chaque personne pouvait recevoir l'Alg II. Ces revenus sont considérés comme le minimum vital auquel a droit tout citoyen allemand qui s'inscrit à l'« Arbeitsamt » (= Pôle emploi). Il est possible de toucher un salaire et l'Alg II simultanément. Le salaire reçu est soustrait du montant de l'Arbeitslosengeld II, ce qui permet en quelque sorte d'assurer un revenu plancher aux inscrits dans un pays qui n'avait pas de **salaire minimum** proprement dit.

La mesure la plus importante de cette réforme a été la réduction des indemnités

versées aux chômeurs de longue durée qui refusaient d'accepter des emplois en dessous de leur qualification. De plus, ces chômeurs pouvaient être embauchés à des salaires inférieurs (1 €/heure) à la convention collective du secteur. D'autres mesures ont été critiquées à l'époque, telle que la possibilité de réduire les allocations d'un chômeur dont les ascendants ou descendants ont des économies.

Ces mesures du SPD, votées avec le soutien de la majorité CDU du Bundesrat, ont donné lieu à l'époque en particulier en ex-RDA à des manifestations. Cette mobilisation a contribué aux revers électoraux de la majorité de Gerhard Schröder en 2005. Le nom « Hartz IV » a ainsi été largement associé par les Allemands à ces réductions des prestations versées à de nombreux sans-emplois. Avec le recul, ce sont les mesures qui ont permis à l'économie allemande de se redresser vertueusement avec le succès que l'on sait.

La dépykettisation de l'enseignement de l'économie doit intervenir rapidement

Thomas Piketty le théoricien de la montée des inégalités vient de conseiller Jérémy Corbyn en Grande Bretagne et Benoit Hamon en France. Tous les deux ont connu des échecs électoraux spectaculaires. Son livre « *Le Capital au XXIème siècle* » a été un best-seller mondial alors que ses arguments reposent sur une série de présupposés idéologiques extrêmement naïfs et irrationnels.

Première idée fausse : « il serait à la fois impossible et inopportun de réduire les dépenses publiques en France » : « Pour l'essentiel, nous prenons comme données la structure des transferts et les dépenses publiques actuellement en vigueur en France et le niveau global des prélèvements obligatoires nécessaire pour les financer ». Donc 50 % d'impôts, c'est parfait ! De quoi les Français se plaindraient-ils, puisqu'ils ont des services publics impeccables, qu'il n'y a aucun gaspillage, et qu'ils n'utiliseraient pas mieux leur argent si on les laissait en disposer librement. Le problème de la fiscalité n'est donc pas de diminuer les dépenses publiques, il est de trouver les moyens les plus astucieux et les plus simples de les augmenter. Mais alors, pourquoi tous nos voisins ont-ils choisi la voie inverse.

Deuxième idée fausse : « L'impôt n'est juste que s'il est progressif ». En adoptant la conception du Manifeste communiste de Marx, Piketty tient pour acquis que l'impôt ne sert pas

tant à payer à leur juste prix les services rendus par l'État qu'à réduire les inégalités sociales. L'impôt pris au « riche » a pour seul but de le rendre plus pauvre. C'est un impôt sans contrepartie. Symétriquement, les « pauvres » ont le droit de recevoir de l'argent de l'État, non pas en échange d'un travail, mais simplement au titre d'une compensation de leur pauvreté relative. Spoliation d'un côté, assistanat de l'autre, voilà la justice selon lui.

Troisième idée fausse : « La richesse des riches serait le fruit de l'« exploitation » des pauvres ». La science économique a amplement montré que cette théorie de l'exploitation de l'homme par l'homme était absurde. L'économie n'est pas un jeu à somme nulle. L'immense croissance survenue depuis plus de deux siècles a créé des richesses ex nihilo, parce que la liberté économique a permis une meilleure division du travail, qui a elle-même rendu possible une multiplication des savoirs.

Tomas Piketty a tout faux. Depuis trente ans toutes les statistiques montrent que les inégalités de revenus ne se sont pas aggravées en particulier en France. Le vrai combat d'aujourd'hui, ce sont les inégalités de chances et l'immobilisme social. Le vrai drame n'est pas du tout qu'il y ait trop de riches mais pas assez.

Les trois M : Macro, Micro, Macron

Dans le domaine de la macro économie, la croissance française repart, le Brent est en dessous de 45\$ le baril pour la première fois depuis novembre dernier...

Dans le domaine de la micro économie, l'année 2017 s'annonce florissante pour les entreprises de taille intermédiaire. Le climat des affaires est au plus haut depuis l'été 2011

Emmanuel Macron est sur le petit nuage de la macronie. Il a tous les pouvoirs ce qui ne

donne pas toujours d'heureux résultats dans l'histoire de France. Pour le moment

Il bénéficie d'un environnement favorable qui devrait lui permettre de réformer rapidement. Souhaitons lui de réussir tout en restant lucide et attentif....

Il faut maintenant redresser la situation financière désastreuse de la France

Emmanuel Macron pourrait avoir encore de la chance. Il n'en a pas manqué depuis le début du lancement de son mouvement il y a un peu plus d'un an. Economiquement à droite mais intégrant des valeurs de gauche, il s'affirme comme un centriste « et de gauche et de droite ».

Politiquement, il a réussi à faire payer les responsables de la gauche et de la droite dite de gouvernement, des années de manque de courage. Il a maintenant tous les pouvoirs, ce qui est toujours un danger si on les utilise mal. Pour le moment, il est en bien meilleure position que ses prédécesseurs pour réaliser les réformes dont la France a besoin. Sa grande difficulté sera de ne pas céder devant les syndicats car il n'est pas facile d'être « en même temps » Jeanne d'Arc et Steve Jobs.

Economiquement, l'embellie conjoncturelle en Europe se confirme et sur le plan international, Emmanuel Macron peut aider à restaurer l'image très affaiblie de la France. Donald Trump est affaibli, Theresa May a perdu sa majorité absolue au parlement onze jours avant le début des négociations pour le Brexit, Vladimir Poutine doit essayer de trouver des alliés pour lever les sanctions qui pèsent sur la Russie. Angela Merkel apprécie d'avoir un président français avec qui il serait possible de relancer l'axe franco-allemand.

L'écart entre les performances de l'économie allemande et de l'économie française ne cesse de grandir.

Il y a un risque extrêmement fort de dérapage du déficit de la France en 2017.

Le déficit du commerce extérieur ne cesse de se creuser. Il faut vraiment agir vite.

Le déficit budgétaire reste sous surveillance étroite de Bruxelles. Il faudra négocier avec Bruxelles pour passer le cap de 2018. Heureusement, les créations d'emploi sont au plus haut depuis dix

ans en France.

Les détenteurs de revenus financiers et immobiliers ainsi que les retraités, présentés comme « aisés » sont les triples perdants du début de quinquennat Macron avec la hausse de la CSG, leur exclusion de l'exonération de la taxe d'habitation et le report d'un an du prélèvement à la source. Ceux qui devraient investir pour créer des emplois vont une fois de plus financer une redistribution de pouvoir d'achat, puisque le gouvernement va supprimer les cotisations d'assurance chômage acquittées par les seuls salariés. La redistribution de pouvoir d'achat avant d'avoir créé la richesse qui devrait être sa contrepartie est comme l'histoire nous l'a montré un très mauvais système.

La pression fiscale qui pèse sur les entreprises va être réduite avec un impôt sur les sociétés passant de 33% à 28%. Cette mesure devrait d'abord profiter aux entreprises qui réalisent moins de 75 000€ de bénéfices. Elle sera ensuite étendue en 2018 aux sociétés de plus de 500 000€ de bénéfices, puis en 2019 à toutes les entreprises. Le taux d'imposition étant ramené alors à 2019.

L'impôt sur les sociétés est en France un des plus élevés d'Europe. Il faudrait le ramener dans la moyenne. Et surtout l'alléger pour les PME qui souffrent d'un développement insuffisant. Il manque 100 000 entreprises de 300 salariés en France.

De nombreuses taxes s'ajoutent à l'impôt sur les sociétés, le Medef en a recensé plus de 120 : il existe une taxe sur les remontées mécaniques, une sur les pylônes électriques ou une autre sur les enseignes des commerçants (taxe locale sur la publicité extérieure). Sans parler de la taxe de balayage qui dépend de la surface à balayer par les agents municipaux. Beaucoup de ces impôts sont élevés. La CVAE et la CFE qui remplacent la taxe professionnelle pèsent pour une quinzaine de milliards d'euros. La taxe sur les salaires qui concerne notamment les banques frôle les 12 milliards d'euros. Le seul versement transport qui finance les transports en commun rapporte 6 Md€. La Cour des comptes a plusieurs fois tiré la sonnette d'alarme en soulignant que plusieurs de ces taxes sont assises sur les rémunérations, ce qui renchérit le coût du travail. Dans le rapport sur la fiscalité française et allemande, les magistrats de la rue Cambon ont chiffré à 24 Md€ le surcoût et rappelé que de telles taxes sur les salaires n'existent pas en Allemagne .

Ce qui est encore plus grave c'est que le taux implicite de l'impôt sur les sociétés (IS rapporté au résultat d'exploitation) est de 39% pour les entreprises de 10 à 249 salariés et de 19% pour les firmes de plus de 5000 salariés.

En matière d'impôt sur le revenu, la tranche Hollande à 75% a appauvri la France et les Français. Conformément à la « courbe de Laffer », au delà d'un certain seuil d'imposition, le produit de l'impôt sur le revenu a tendance à baisser, parce que les plus riches et les plus talentueux sont découragés, ils s'organisent, ils retardent ou modifient les conditions de perception de leurs revenus, ils partent à l'étranger, ils s'arrêtent de travailler. C'est vrai en tout temps et en tous lieux. Lorsque les présidents Hoover et Roosevelt portèrent les taux supérieurs d'imposition sur les revenus à 63% en 1932 puis 79% en 1936, la contribution des 1% des foyers les plus aisés furent quasiment stables, passant de 1,1% du PIB en 1928 à 1% en 1940. Durant les hausses d'impôt des années Nixon, Ford et Carter, la contribution fiscale des 1% les plus riches fut réduite de 1,9% à 1,5% du PIB.

Aujourd'hui on a le sentiment qu'Emmanuel Macron est parfaitement conscient de cette réalité fiscale. Les mesures qui ont été annoncées vont dans la bonne direction. On a revanche pas encore bien compris d'où allait provenir la diminution des dépenses publiques. Pour le moment nous en sommes encore à la situation décrite par Sacha Guitry "Nous payons des impôts pour rétribuer des fonctionnaires chargés de veiller à ce que nous payions bien nos impôts afin de rétribuer d'autres fonctionnaires "....

Donald Trump a raison d'obliger tout le monde à réfléchir sur les accords de la COP 21

La plupart des grands groupes américains sont consternés par la décision de Donald Trump de se retirer de la COP 21. La Conférence de Paris de 2015 sur le climat et le réchauffement climatique avait eu lieu fin 2015 au Bourget en France. Elle était à la fois la 21e conférence des parties (d'où le nom COP21) liée à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la 11e conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole de Kyoto (CMP11).

La quasi totalité du monde médiatique a aussi critiqué le président américain. Emmanuel Macron a comme d'habitude très bien exploité la situation sur les réseaux sociaux avec son « *Make our planet great again* ». Il n'est pas sûr que tous ceux qui ont fait des commentaires aient bien lu le document de la COP 21...

La partie en principe la plus contraignante de l'accord de Paris était l'engagement pris par les pays développés de verser aux pays en développement, à partir de 2020, la somme de 100 milliards de dollars par an pour réaliser des investissements afin de réduire leurs émissions de CO2. Le chiffre est précis, mais la répartition entre les pays développés n'a absolument pas été arrêtée. La définition des financements n'a pas été donnée non plus. On ne sait pas s'il s'agit de dons ou de prêts et ce qui devrait être financé par le public ou le privé. Tout est resté dans le vague. L'accord de Paris n'a fait qu'entériner des « contributions volontaires » de différents États destinées à réduire leurs émissions de CO2. C'est ainsi que le seul engagement de la Chine a été de commencer son programme de réduction en 2030 ! Barack Obama est allé plus loin pour les États-Unis avec une réduction de 26% en 2025. Étant sûr de ne plus être là pour remplir cet engagement, il obtenait à moindres frais l'admiration des partisans de ces réductions. François Hollande aussi voulait de son côté donner l'impression qu'il avait réussi quelque chose pendant son quinquennat. C'est pourquoi il s'est engagé au nom de la France à verser 5 milliards par an de fonds publics. De toute façon il ne sera plus là non plus pour respecter ses engagements !!!

Donald Trump a raison de se méfier de ces engagements imprécis qui pourraient contraindre les contribuables américains à verser plus de 50 milliards par an à des pays vendant des produits concurrents de productions américaines. Le président américain tient à défendre leurs intérêts. La conception américaine des obligations juridiques est bien différente de la conception française. En France, ne pas respecter pendant des années un traité, c'est une preuve d'habileté diplomatique. Pour les Américains, un engagement signé doit être respecté. Donald Trump, a donc préféré renoncer à des engagements qu'il ne maîtrisait pas.

Aucun

dirigeant français par contre n'a bien évidemment évoqué les conséquences de l'accord de Paris pour le contribuable français. Donald Trump défend les intérêts de ses électeurs, les dirigeants français ceux des autres pays !!!

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est un organisme intergouvernemental, ouvert à tous les pays membres de l'ONU. Il « a pour mission d'évaluer, sans parti-pris et de façon méthodique, claire et objective, les informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique qui nous sont nécessaires pour mieux comprendre les risques liés au réchauffement climatique d'origine humaine, cerner plus précisément les conséquences possibles de ce changement et envisager d'éventuelles stratégies d'adaptation et d'atténuation. Il n'a pas pour mandat d'entreprendre des travaux de recherche ni de suivre l'évolution des variables climatologiques ou d'autres paramètres pertinents. Ses évaluations sont principalement fondées sur les publications scientifiques et techniques dont la valeur scientifique

est largement reconnue ».

C'est la raison pour laquelle le GIEC a toujours fonctionné de façon politique et le réchauffement climatique est devenu pour lui depuis longtemps un enjeu purement idéologique. Ce qui pose problème c'est que les effets du rayonnement solaire ou des nuages sur la température sont insuffisamment étudiés, tout cela parce que le lobby du GIEC tire tous ses budgets sur le seul thème de l'effet de l'activité humaine sur la température. La déforestation est probablement aussi importante dans l'augmentation du CO2. Depuis 1990, plus de 130 millions d'hectares de forêt ont été brûlés ou arrachés, remplacés par des villes ou des terres agricoles. Le Brésil a détruit pendant cette période 531 000km² de forêt, l'Indonésie 275 000km², Le Nigéria 102 000km², l'Argentine

76 000km²

Etre climato-sceptique, ce n'est pas nier que la température de la planète augmente, que la banquise fond et que le niveau de la mer monte. C'est s'interroger sur le gros soufflé que des politiques de différents pays, la France en tête, ont monté en utilisant inconsidérément l'argent du contribuable. Les modèles climatiques utilisés sont d'autant moins fiables que la « science climatique » est incapable de prédire correctement l'ensemble des phénomènes. Parmi les nombreuses incertitudes, on connaît mal l'influence des variations des émissions solaires et le rôle joué par les nuages. Et pourtant l'effet de serre des nuages, à supposer qu'un tel effet existe, serait 219 fois plus important que celui du CO2 atmosphérique. Quant au CO2 dû aux émissions humaines, il ne représenterait que 6% du stock de CO2 atmosphérique. Un jour la science prouvera peut-être que l'augmentation de la quantité de CO2 dans l'atmosphère était due au réchauffement causé par exemple par les variations du soleil, et non que le réchauffement était dû principalement aux émissions humaines de CO2, comme une désinformation systématique le fait penser aux Européens.

Ceux qui prétendent que la science a parlé sont en général des hommes politiques qui ont fait de la protection de la planète une véritable religion, dont toute critique est apparentée à un blasphème. Un peu moins d'idéologie et un peu plus de science permettraient d'analyser objectivement la situation.

Tout le monde peut être d'accord qu'il faut préparer une transition énergétique vers les industries renouvelables qui devra s'accompagner progressivement d'un changement de modèle de production et de consommation. Tout cela sera possible grâce à l'innovation apportée par la technologie, ce qui suppose des investissements très importants. En revanche, aucun résultat sérieux ne sera obtenu à coup de « fiscalité écologique, de réduction du temps de travail dans une économie sociale et solidaire » !!!

Tant que l'on restera dans l'obscurantisme écolo-bobo-bio très bien décrit par Jean de Kervasdoué dans son livre « *Ils croient que la nature est bonne* » on ne pourra pas avancer. Il ne s'agit pas d'un combat idéologique consistant à développer « un impératif vert face au fiasco des politiques néolibérales telles qu'elles sont défendues à Davos ». Il n'y a pas d'un côté le "bien" de Ségolène Royal avec ses mots vertueux: écologie, environnement, éolienne, lanceur d'alerte, santé et ses qualificatifs tout aussi positifs: vert, naturel, durable, circulaire, biodynamique, biologique, photovoltaïque, recyclé, économe, local, associatif, décentralisé...

Il n'y a pas de l'autre le mal avec ses mots abominables comme charbon, pesticides, OGM, nucléaire, pollution, croissance, climato-sceptique et ses qualificatifs négatifs: polluant, dangereux, intensif, capitaliste, industriel, cancérigène, corrompu...

Ce qui est grave est c'est que les verts s'adonnent autant que les autres aux manœuvres d'appareil. Ils ont brouillé toutes les cartes sur l'écologie qui doit être un combat concernant tous les habitants de la planète.

Pour diminuer leur dépendance par rapport à l'OPEP et surtout à l'Arabie Saoudite, les Etats Unis se sont mis à développer depuis 2006 le pétrole et le gaz de schiste chez eux. Cela a été possible grâce à de nombreuses innovations technologiques rendues possibles par des investissements financés par les américains eux mêmes. Le résultat c'est que le rôle de « swing state », c'est à dire de l'état qui régule sur le plan mondial le prix du pétrole, n'est plus l'Arabie Saoudite mais les Etats unis eux mêmes

Le secteur des services pétroliers est le grand perdant du moment

Toutes les sociétés de services pétroliers ont été très touchées par la baisse du prix du pétrole de 115\$ à un plus bas de 27\$ et sont dans une situation délicate

En France, **Technip FMC** malgré le rapprochement des deux entreprises a toujours du mal à retrouver des marges convenables. Elle a du licencier 6000 personnes pour s'adapter à son carnet de commandes. **CGG Veritas** après avoir racheté en 2007 Veritas pour 3,1 Md\$ et en 2012 Fugro pour 1 Md\$ est en grande difficulté. **Bourbon** est aussi à la peine.

Aux Etats Unis **Halliburton** le numéro un mondial est en baisse de 16% depuis le début de l'année. Le fait que la société réalise 65% de son chiffre d'affaires aux Etats Unis lui permet de mieux résister que ses concurrents. **Schlumberger** qui réalise de son côté 65% de ses revenus en dehors des Etats Unis aura encore plusieurs trimestres difficiles.

En Europe, plusieurs sociétés que l'on retrouvait dans de nombreux portefeuilles n'offrent pas des perspectives très brillantes notamment **Schoeller Bleckmann** en Autriche et **Seadrill** en Norvège qui a failli déposer son bilan au début de l'année.

L'économie verte va se développer fortement

Le secteur de l'économie verte est celui qui permettra réellement de lutter contre le gaspillage de l'énergie et le réchauffement climatique. On trouve les sociétés les plus intéressantes dans l'efficacité énergétique, le stockage d'énergie, la désalinisation de l'eau de mer, la distribution et la purification de l'eau. A suivre...

Le Japon doit être privilégié en ce moment dans les allocations d'actif

En Europe, la croissance du PIB sera de 2% au premier trimestre 2017 et de 2,5% au deuxième. L'amélioration de la conjoncture mondiale est significative avec une croissance de l'ordre de 3,5% contre moins de 3% début 2016.

Il existe encore un potentiel de hausse des actions en Europe. Les perspectives économiques sont bonnes et le risque politique a reculé même si les problèmes demeurent en Italie car le problème des banques n'est toujours pas résolu et surtout en Grèce où il n'y a pas eu d'accord sur l'allègement de la dette. Dans les autres zones géographiques nous privilégions le Japon.

La France fait son retour sur l'échiquier diplomatique

En France, la deuxième estimation de la croissance du premier trimestre a même été revue en hausse par l'INSEE. Le fort recul statistique du chômage en avril ne sauve pas pour autant le très mauvais bilan de Hollande dans ce domaine. La France est toujours la championne mondiale des charges sociales.

La réduction des charges des entreprises prévue dans le programme d'Emmanuel Macron sera mise en place après les élections législatives. Elle aura pour objectif d'améliorer la compétitivité des entreprises. Cela profitera en priorité aux entreprises dont le CICE représente plus de 5% du résultat net . Parmi ces entreprises on peut citer : **Visiativ, Sogclair, Korian, MND, Synergie, Assystem, Akka, Sopra Steria, STEF, Maisons France Confort.**

Cela ne résoudra pas tous les problèmes de compétitivité, car il ne faut pas oublier que la France compte encore cinq fois moins de robots industriels que l'Allemagne et même deux fois moins que l'Italie. Ce n'est pas uniquement à cause de la déficience des politiques que les entreprises n'ont pas assez investi...

Emmanuel Macron a remis la France sur la carte diplomatique. Elle parle aux Etats Unis, elle est de retour en Europe. Il semble que les électeurs donneront une majorité au nouveau président pour faire avancer les réformes dont la France a tant besoin. Les candidats d'EnMarche sont crédités dans les sondages d'une large majorité à l'assemblée nationale (de 310 à 330 députés contre 140 à 160 pour LR/UDI). Cela devrait être rendu possible par l'attitude du parti « Les Républicains » qui sous la conduite de François Baroin a revu en baisse les objectifs du programme Fillon qui avaient été très largement retenus lors des primaires de la droite. Il ne faut jamais oublier que la France a une dette importante détenue à plus de 60% par des investisseurs étrangers et qu' elle est de plus libellée en Euro, monnaie que la France ne contrôle pas...

L'équation géostratégique de l'Allemagne a changé

L'Allemagne est toujours portée par un environnement favorable. L'indice IFO qui

synthétise bien le degré d'activité de l'économie allemande est à un plus haut historique. Cela renforce bien sûr la position d'Angela Merkel qui dans la perspective des prochaines élections est en train de creuser l'écart avec le SPD de Martin Schulz. Il est important de constater que le Brexit avec la Grande Bretagne qui quitte l'Union Européenne et la politique incertaine de Donald Trump en matière d'échanges commerciaux oblige l'Allemagne à se recentrer sur l'Europe. Heureusement, ce revirement se produit au moment où elle retrouve en France un interlocuteur sérieux disposé à faire avancer l'Europe qui devra apporter des preuves concrètes de l'assainissement des finances publiques de son pays.

Secteurs et thèmes attractifs au Japon

Il faut lire le papier de Charles Gave de cette semaine

(<http://institutdeslibertes.org/a-propos-de-lepargne-de-liberte/>) qui recommande chaudement les principales raisons de s'intéresser au Japon. Pour tous ceux qui souhaitent augmenter l'exposition de leur portefeuille au Japon voici plusieurs idées de secteurs et de thèmes d'investissement :

Parmi les secteurs attractifs figure également celui de la défense. Il va profiter de la très forte augmentation du budget de la défense. Les principales sociétés concernées sont :

Mitsubishi Heavy Industries (chasseurs, missiles, bateaux de guerre, tanks...), **NEC** (missiles anti char et lanceurs), **Mitsubishi Electric** (radars pur le chasseur F-2), **Kawasaki Heavy Industries** (sous marins, avions, hélicoptères, engins spatiaux, simulateurs), **Toshiba** (missiles avec un partenariat avec Raytheon aux Etats Unis), **Fujitsu** (vision de nuit), **Fuji Heavy Industries** (hélicoptères, nouveau bombardier furtif Shinshin), **IHI Corporation** (moteurs , rockets anti tank, véhicule de déminage)

Le secteur des sous traitants dans l'automobile comprend de nombreuses sociétés qui sont souvent parmi les cinq premiers mondiaux de leur spécialité comme **NSK**(roulement à billes), **Toyota Boshoku** (n° 1 au japon et n° 4 mondial pour les intérieurs d'automobile), **G-Tekt Corporation** (fabricant de pièces de chassis) , **F.C.C**

(fabricant d'embrayages dépendant de Honda qui possède 20% de son capital et représente entre 60 et 70% dde son chiffre d'affaires)

Parmi les thèmes d'investissement intéressants figure celui du vieillissement. Les principales sociétés japonaises sont : **Temp Holding**(travail temporaire pour seniors), **Sogho Security Services** (leader du marché de la sécurité des biens et des personnes) , **Fuji Soft** (Robot qui assiste les personnes âgées).

Le thème de la médecine régénérative qui permet de traiter les affections de la cornée, du cœur, à partir de la réimplantation de cellules dans l'organisme (Pluripotent Stem Cells iPS) est aussi très porteur avec : **Fujifilm** (iPS pour lutter contre la maladie d'Alzheimer, **JCR Pharmaceuticals** (transplantation de moelle épinière), **Japan Tissue Engineering** (culture de cartilage), **Kose** (régénération de la peau), **Nikon** (cellule du foie et de rétine produits avec iPS), **Nipro** (production d' iPS), **ReproCELL** (license pour produire des iPS), **Retina Institute Japan**, **Taiyo Nippon Sanso**> (cartilages à partir de cellules souches), **Terumo**> (culture de cellules pour éviter une transplantation cardiaque)

Le thème des jeux olympiques de 2020 est aussi pour de nombreux investisseurs encore attractif : **Taisei** (constructeur de stades), ainsi que tous les constructeurs d'infrastructures comme **Chiyoda Corporation**, **JGC Corporation**, **Kajima Corporation**, **Obayashi Corporation** , **Shimizu Corporation** , **Taiheiyō Cement** . Parmi les sociétés spécialisées on peut retenir **East Japan Railway**, **Xebio**> (boutiques de golf), **Sohgo Security Services** (sécurité du village olympique)

Enfin pour tous ceux qui ne souhaitent pas se compliquer la vie, ils peuvent acheter soit la sicav **Comgest Japan** (FR0000281495), soit le fonds **Parvest Equity Japan Small Cap** (LU0102000758), soit tout simplement les trackers **Lyxor Japan Topix** (FR0010245514) ou **Lyxor UCITS ETF PEA Japan Topix** (FR0011871102)

La Grande Bretagne a des cartes en main pour négocier sa sortie avec l'Europe

En Grande Bretagne, les élections auront lieu le 8 juin prochain. Les sondages montrent que Theresa May devrait revenir au Parlement avec une majorité confortée, lui permettant de conduire les négociations du Brexit avec l'autorité nécessaire.

Pendant la longue phase de négociation du Brexit, Theresa May devrait exercer une forte pression sur tous les dossiers sensibles. Elle l'a déjà fait sur le projet de révision du budget européen. Elle aura encore plus d'effet de levier sur le dossier Europol qui est la clef de voûte de la sécurité en Europe. Pour être efficace, la lutte contre le terrorisme islamiste qui frappe durement la Grande Bretagne ne peut reposer que sur des liens bilatéraux noués entre l'Europe avec la Grande Bretagne, les Etats Unis et Israël.

La Grande Bretagne ne veut plus être soumise aux décisions de la cour de Justice européenne et ne veut plus faire partie de l'Union Douanière afin de pouvoir négocier un ensemble d'accords bilatéraux. Il ne faut pas oublier que la Grande Bretagne est actuellement le deuxième contributeur au budget de l'Europe avec 9Md€. Même si ce chiffre est ramené aux environs de 3,5 Md€ (comme celui de la Norvège qui ne fait ni partie de l'UE ni de la zone Euro), il restera important.

La Grande Bretagne pourrait essayer d'utiliser comme modèle le cadre des accords déjà signés entre l'Europe la Suisse ou même l'Ukraine qui comprend une partie sur les services financiers. L'indépendance de l'Ecosse est toujours sur l'agenda et peut compliquer un peu plus la négociation.

La baisse de la Livre Sterling commence à générer une inflation plus importante. Cela profite aux sociétés britanniques exportatrices et permet à l'indice FTSE 100 de franchir pour la première fois le niveau de 7500. Les actions anglaises sont actuellement bon marché aussi bien en terme absolu que relatif (Etats Unis, Allemagne) .

La Livre Sterling est aussi significativement sous évaluée, mais elle va rester très volatile avec des phases de faiblesse provoquées par les négociations avec l'Union Européenne.

Les sociétés britanniques avec une exposition internationale sont les suivantes :

Automobile & Equipementiers : **GKN** (88% d'exposition internationale); Banques: **Standard & Chartered** (90%); Chimie: **Croda** (95%); Services Financiers: **Man Group**; Santé: **Astra Zeneca**

(96%), **GlaxoSmithKline** (95%), **Shire** (97%), **Smith & Nephew** (92%); Industrie et Services: **Aggreko** (97%), **Rexam** (96%), **Weir Group** (93%), **IMI** (93%) **Intertek Group** (91%); Media: **WPP** (90%), **Reed Elsevier** (89%); Biens de consommation: **British American Tobacco** (99%), **Burberry** (94%), **Reckitt Benckiser** (90%), **Imperial Tobacco** (89%); Technology: **ARM Holding** (99%); Loisirs: **Compass Group** (90%); Telecommunications: **Inmarsat** (95%)

Les sociétés qui bénéficieraient le plus de la dépréciation de la Livre Sterling sont les suivantes Immobilier : **Baratt Developments**, **Contrywide**, **F&C Commercial Property**, **Daejan**, **Denwent** ; Finance : **Hargreaves Lansdown**, **Schroders** ; Assurance : **Legal & General**.

Emmanuel Macron a la chance de débiter son mandat avec un environnement économique porteur

Les vents favorables qui soufflent dans l'économie européenne se sont traduits cette semaine par une révision en hausse des bénéfices des sociétés de l'ordre de 10%. C'est la plus forte révision en hausse de puis 2009 date du début de « la crise des subprimes ». On peut maintenant attendre une croissance de l'ordre de 15% des bénéfices sur l'ensemble de l'année si l'Euro ne continue de s'apprécier (+6 % depuis le début de l'année), si l'amplitude du ralentissement aux Etats Unis et en Chine ne sont pas trop forts.

Le nouveau Président de la République a la chance de débiter son mandat dans un environnement favorable. Cela n'avait pas été le cas pour ses prédécesseurs qui avaient élus avec un mandat pour réformer le pays. Valéry Giscard d'Estaing avait été confronté à la forte hausse du prix du pétrole de 1973-1974, Nicolas Sarkozy s'était heurté frontalement à la crise des subprimes de 2007-2008.

L'économie française souffre, comme chacun devrait le savoir, d'un chômage de masse, d'un manque d'investissements et d'une incapacité à garder sur son territoire les entreprises qui innovent. Il ne suffit pas de battre les extrémistes dans les urnes, comme a su le faire Emmanuel Macron, il faut supprimer maintenant, le plus vite possible les facteurs économiques, sociaux et culturels qui font que ces mouvements se développent.

Il reste à expliquer que la compétitivité des entreprises n'est pas une idée fixe d'économiste, mais la condition première pour que des emplois soient créés en France, que la désertification des territoires cesse et que les pensions de retraite de ceux qui auront cotisé toute leur vie puissent leur être versées.

Le déficit de la balance des comptes courants a doublé en 2016, ce qui est extrêmement grave dans un environnement qui a bénéficié de « l'alignement des planètes » (Taux, Pétrole, Euro...). Cela montre bien que les produits français ont du mal à s'exporter au prix où ils sont vendus. Ils sont concurrencés sur le haut de gamme par l'Allemagne et sur le bas de gamme par l'Espagne notamment. La France est le mauvais élève de la zone Euro. Elle a enregistré le plus gros déficit de ses comptes publics en valeur absolue (75,9Md€) et le plus important déficit extérieur des dix neuf pays qui ont l'Euro pour monnaie. Cela fait maintenant dix ans que la France accumule les déficits extérieurs alors que l'Allemagne affiche un excédent de 261 Md€ en 2016. Contrairement à ce qu'a dit François Hollande rue de Solferino, il ne laisse pas du tout la France en meilleur état qu'il ne l'a trouvée !

Mettre fin au déséquilibre entre la France et l'Allemagne est une ambition tout à fait louable. Cela ne peut que commencer par les réformes que la France attend depuis si longtemps.

Le moteur franco allemand pourrait se remettre en marche, car pour la première fois nous avons un président qui commence par ne pas rendre responsable l'Allemagne et l'Europe de tout ce qui ne marche pas en France...

Les univers d'investissement attractifs des marchés européens

La victoire d'Emmanuel Macron met un terme à une campagne présidentielle au cours de laquelle il n'y a aucun débat sur les sujets qui concernaient l'avenir de la France. L'effondrement du Parti Socialiste, la performance médiocre des Républicains a permis à l'extrême droite de Le Pen et à l'extrême gauche de Mélenchon de réaliser des scores impressionnants, montrant à quel point, presque la moitié des français ignorent le fonctionnement de base de l'économie. Dans un tel environnement, on peut s'estimer presque satisfait d'avoir un nouveau président de la république qui pourrait réaliser son programme, qui n'est pas aussi libéral que nous aurions pu le souhaiter, mais qui va dans la bonne direction. Il lui faudra une majorité à l'assemblée. Pour le moment cela a l'air possible dans le cadre d'une recomposition complète de l'échiquier politique.

Le nouveau premier ministre Edouard Philippe devra trouver des solutions pour traiter la grande fracture française qui n'est plus tant entre la gauche et la droite qu'entre les classes dominantes indifféremment de droite et de gauche et les classes moyennes.

Il faudra mettre également un terme aux impostures de l'histoire contemporaine où la gauche est toujours parée de toutes les vertus alors que la droite est pratiquement toujours couverte d'opprobre.

Il faudra avoir enfin le courage de faire de la pédagogie pour réhabiliter les idées libérales qui ont servi de bouc émissaire à la crise de 2008.

Ce qu'il reste de la droite, devra cesser de compter en permanence sur l'Europe pour encadrer un peuple ingouvernable. Tant qu'elle le fera cela lui enlèvera sa base de légitimité face aux dérives de l'égalitarisme de gauche ...

Autant dire que la partie n'est pas gagnée, mais souhaitons tout de même le succès à la nouvelle équipe qui va gérer la France

Cette perspective nous permet de revenir à la raison d'être de cette chronique, qui consiste à essayer d'identifier les pays, les secteurs, les thèmes qui pourraient avoir une croissance supérieure à celle de l'économie. Commençons cette semaine par l'Europe. Nous passerons en vue dans les semaines suivantes

En Europe, on est entré dans un cycle de reprise des résultats des entreprises. La plupart des investisseurs considèrent que le risque politique en France est passé et qu'il n'y a aucune raison particulière de s'inquiéter sur l'issue des prochaines élections allemandes qui devraient être favorables à madame Merkel. Pour eux qui souhaitent augmenter dans leur portefeuille le pourcentage alloué aux valeurs européennes voilà quelques idées que nous présentons sous la forme d'univers d'investissement qui paraissent attractifs.

Les sociétés européennes ont souvent été malmenées depuis 2008 dans de nombreux secteurs. Certaines ont déjà entamé leur retournement mais le mouvement n'est probablement pas terminé pour les banques : **Santander, BNP Paribas, Unicredit**; l'assurance: **Mapfre, Allianz**; la sidérurgie : : **Salzgitter, Arcelor Mittal**; l'électricité : **EDF, Enel, Iberdrola ,e.on** ; le travail temporaire: **Adecco, Synergie**; les matériaux de construction: **CRH, Italcementi**; la chimie: **AKZO Nobel, Solvay**; la consommation cyclique avec : **Peugeot, Renault, Bénéteau**; les télécommunications : **Telefonica**.

Les sociétés européennes du secteur de la défense sont un autre univers d'investissement qui devrait profiter de la nécessité d'augmenter partout les budgets de défense pour tenir compte d'un contexte géopolitique international beaucoup plus tendu. Les sociétés concernées sont les suivantes : France: **Airbus, Dassault Aviation, Safran, Thales**; Italie: **Leonardo** (ex Finmeccanica) ; Grande Bretagne : **BAE Systems, Cobham, Meggitt** (Typhoon , Rafale, F18 et Boeing 787, Airbus A380), **Ultra Electronics**> (surveillance des sites nucléaires et des aéroports), **Chemring** (munitions, contremesures)

Les sociétés exportatrices françaises qui réalisent plus de la moitié de leur chiffre d'affaire en dehors de l'Europe font partie des thèmes d'investissement que l'on peut retenir. L'univers d'investissement comprend les sociétés suivantes :

Alstom, Arkema, Casino Guichard, Dassault Systemes SA, Edenred, Essilor International, Hermes International, Kering, Lafarge SA, L'Oreal, LVMH, Michelin, Pernod Ricard SA, Publicis Groupe, Remy Cointreau, Rubis , Safran SA, Sanofi, Schneider Electric SA, BIC , Sodexo.

Les sociétés dans lesquelles l'Etat possède une participation sont susceptibles d'être vendues au moins en partie pour assurer des recettes supplémentaires, au moment où il convient de ramener le déficit budgétaire dans les clous. L'autre raison est de mettre fin au rôle souvent ambigu de l'Etat actionnaire qui est très souvent un mauvais gestionnaire. Parmi les sociétés concernées figurent : **EDF, ADP, Engie, Thales, Safran, Alstom, Air France KLM, Renault, Peugeot Citroën, Orange, Airbus** et bien évidemment **Areva**

Les sociétés exportatrices allemandes qui réalisent plus de 50% de leur chiffre d'affaires en dehors de l'Europe vont continuer de profiter des excellentes performances à l'exportation de l'industrie allemande. Les sociétés concernées sont les suivantes :

Adidas, Bayer, Bayerische Motoren Werke, Brenntag, Daimler, Fresenius Medical Care, Fresenius SE, CEA Group, Hannover Ruck, Heidelberger Cement, Infineon, K+S, Lanxess, Linde, Merck KGAA, MTU Aero Engines, Osram, Porsche, SAP, Software AG, Symrise, Thyssenkrupp.

Certaines sociétés espagnoles profitent du retour de la croissance dans une économie qui a fait beaucoup d'efforts de restructuration qui lui ont permis d'améliorer beaucoup la compétitivité de ses entreprises. Elles offrent aussi souvent une exposition à l'Amérique du sud. Parmi les sociétés intéressantes on peut citer : **Banco Santander, Banco Vizcaya Argentaria, Telefonica, Inditex, Amadeus, Caixabank, Iberdrola, Repsol, Aena, Abertis.**

La semaine prochaine nous traiterons du problème de la Grande Bretagne et des Etats Unis dont les perspectives boursières sont moins claires que celles de l'Europe

Le macronisme devra tout faire pour ne pas ressembler au hollandisme

Le Hollandisme que nous venons de vivre pendant cinq ans aura finalement été le stade ultime du Chiraquisme. Cela revient à admettre qu'un président ne peut pas grand chose, car la

moins de ses initiatives pourrait tout faire exploser. A ce titre, la Corrèze, un des départements les plus endettés de France, est le laboratoire de cette approche homéopathique de l'art de gouverner en ne prenant jamais aucune décision qui fâche.

François Hollande en appliquant cette politique n'aura pas remis l'économie française sur les rails durant son quinquennat. Le pays est toujours miné par des déficits de croissance, de compétitivité et d'emplois...

Emmanuel Macron a su profiter de toutes les opportunités, parce qu'il ne manque ni de chance ni de talent, mais surtout parce qu'il avait l'intuition que le système en place et ses partis dominants (LR et PS) étaient au bord de l'effondrement. Il a su faire coïncider le « dégauchisme » exprimé par nombre d'électeurs avec le renouvellement de génération qu'il incarne et la rénovation de la vie publique à laquelle il aspire.

Cela pourrait rappeler un peu Valéry Giscard d'Estaing, nouveau président de la république en 1974. Il avait remonté les Champs Elysées à pied en costume croisé en abandonnant la tradition du queue de pie et du haut de forme. Il avait nommé Jacques Chirac premier ministre avec pour mission de « faire des réformes » (Jean Jacques Servan Schreiber avait été une semaine son ministre éphémère !). Le départ des gaullistes achevait à cette époque une période de 16 ans. Jacques Chaban-Delmas candidat à la succession de Georges Pompidou avait été rattrapé par sa déclaration de revenu utilisant un peu trop l'ivoire fiscal. A cette époque, on savait déjà très bien faire tomber les candidats gênants avec le concours du Canard Enchaîné et du Monde.

Dans son désir sincère de faire évoluer la société française, le président Giscard d'Estaing s'était très vite vu confronté aux conséquences du violent choc pétrolier intervenu en 1973. Le nouveau président Macron aura peut être plus de chances, en bénéficiant d'un peu de marges de manœuvres, car l'économie française et européenne bénéficient actuellement de vents plutôt porteurs.

La droite doit réhabiliter le libéralisme

La pensée économique de la droite ne s'est toujours pas renouvelée. Elle s'articule essentiellement depuis Charles Maurras autour d'une méfiance contre le capitalisme, contre l'individualisme et contre la démocratie représentative. D'où la nécessité de trouver en permanence un bouc émissaire pour expliquer tout ce qui ne fonctionne pas. C'était à l'époque les anglo-saxons (Angleterre et Etats Unis) et bien sûr les marchés financiers censés être contrôlés par des juifs ! Si l'antisémitisme affiché a heureusement disparu de la vie politique française, il a été remplacé par un antisionisme expliquant que les seuls responsables de tout ce qui va mal au Moyen Orient sont bien évidemment les israéliens... La droite classique française est encore majoritairement contre le libéralisme. Elle affiche volontiers un anti européisme qui consiste à rendre responsable l'Europe ou l'Allemagne de tout ce qui ne va pas en France. L'antiaméricanisme de toute une partie de la société française nourrit cet anti-libéralisme qui a pourtant démontré partout son intérêt politique, son efficacité économique et son importance

historique.

La droite classique se laisse au contraire dicter ses valeurs depuis des décennies par la gauche. Elle délaisse les siennes qui sont pourtant celles du véritable humanisme

Au nom d'un utopique « modèle social français », des générations de politiques se sont pratiquement moqués de notre pays et l'ont transformé en un musée de l'étatisme dans un monde de libertés. Victimes de l'autisme idéologique, soutenus par des médias complaisants, les énarques, se sont entêtés à préserver ce « modèle » de chômage et de déclin économique : réduction du temps de travail, « partage » du travail et donc pénurie d'offres d'emplois, redistribution des richesses inexistantes, autant de mesures anachroniques qui n'ont contribué qu'à la survie d'une caste de décideurs et à l'apparition de la vraie fracture sociale, entre la catégorie des protégés du système étatique et celle de ceux qui prennent des risques et qui créent des richesses. Pendant ce temps, nos énarques devenaient riches en devenant des vedettes du CAC 40, nos cadres avaient les 35 heures (18% d'entre eux ont voté Mélenchon !) et nos pauvres étaient confinés au SMIC et au RSA...

Les accusations portées à l'encontre du libéralisme (égoïsme, individualisme outrancier, précarité salariale, pauvreté, inégalités, etc...) sont totalement injustes. Il faudrait qu'un jour la droite réhabilite vraiment le libéralisme comme option politique prioritaire.

La gauche doit cesser de cultiver le clientélisme

La gauche a brillé par l'imposition d' un climat sectaire où l'on ne pouvait plus rien dire, pas même que l'on voulait un meilleur contrôle des deniers publics et une école qui veille à la transmission du savoir. Le problème n'était pas l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre mais de cultiver le clientélisme en faveur des fonctionnaires et des associations subventionnées...

L'incapacité de la gauche à appréhender l'islamisme tentant désespérément à le ramener vers sa seule dimension sociale. En évacuant la religion de son mode de pensée, elle s'est condamnée à ne rien comprendre de ce qui se jouait.

Faute de faire une révolution sociale, le Parti Socialiste s'est lancé dans une révolution sociétale. Le PS ne représentant plus que la bourgeoisie bobo ainsi que toutes les victimes passées ou présentes du racisme et du colonialisme. Déchirée par une guerre interne, inapte à s'interroger sur ce qui fonde l'identité française, gangrénée par une posture victimaire et de repentance, la gauche française est en train de s'effondrer. On assiste à la lente dérive de la gauche multiculturelle

Curieusement et heureusement, pendant cette période, la plupart des intellectuels se sont plutôt rapprochés du peuple réel à mesure que le PS s'en éloignait.

Emmanuel Macron n'a pas d'autre choix que de provoquer la recomposition du paysage politique français. S'il arrive à attirer dans son mouvement suffisamment d'hommes et de femmes qui souhaitent réformer la France, il peut réussir, souhaitons lui d'y parvenir, mais la route ne sera pas facile...

Le peuple, la révolution et le macronisme

Le « déagisme » a représenté plus de 41% des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle. Ces votes ont représenté un bulletin portant le nom d'un dénonciateur de la mondialisation, de l'Europe, de l'économie de marché. Une véritable insurrection électorale a eu lieu.

Malgré ce chiffre, le candidat qui est le favori du second tour de l'élection présidentielle incarne pourtant tout ce que ces français en colère ne veulent plus voir :

1/ il remet en cause de l'identité française. 2/ il incarne le petit monde politico-médiatique. 3/ il reconnaît l'importance des lobbys qui souhaitent instaurer la PMA et la GPA. Les agences de gestation pour autrui démarchent d'ores et déjà leurs clients en plein Paris. 4/ il incarne les cinq années de François Hollande dont il a été le plus proche collaborateur. Tout le monde sait bien que l'on n'a pas fini de payer les errements de la présidence Hollande, dont le bilan n'a pas encore été fait.

Croyant faire la révolution, « le peuple » s'engagera donc dans le macronisme, ce qui sauvera le système encore quelque temps.

Pourtant Emmanuel Macron est entouré d'une équipe de jeunes passés par l'Ena ou Normale sup. Ils sont censés incarner la résistance au populisme, mot fourre tout aux contours indéfinis. Ils sont le renouveau, « l'alternance véritable » comme disent les communicants. A travers Macron c'est tout un système qui veut se sauver. Il est le représentant des bourgeois urbains bien traités par la mondialisation. C'est pourquoi la grande majorité des hommes politiques de droite et de gauche, la main sur le cœur encouragent leurs électeurs du premier tour à voter pour Emmanuel Macron au second tour...

Macron veut supprimer l'ISF mais sans le dire clairement

La France est le seul pays qui cumule deux impôts progressifs sur le patrimoine : l'un sur la valeur de ce patrimoine (ISF) l'autre sur les revenus qu'il génère (IR). Cela a pour conséquence que le patrimoine génère dans certains cas une rentabilité négative s'il est fiscalisé dans la tranche à 45%, qu'il paye la CSG et la CRDS et ensuite l'ISF et la taxe foncière. Contrairement à ce que dit Emmanuel Macron l'immobilier en France est déjà largement surtaxé.

C'est un impôt qui coûte plus cher à recouvrer qu'il ne rapporte (5 Md€) puisqu'il engendre une diminution de recettes de l'ordre de 20 Md€ en raison de la perte d'assiette engendrée par le départ des contribuables à l'étranger. Encore 12 000 français ont quitté leur pays en 2016. Il y en avait eu déjà 60 000 entre 2000 et 2016.

C'est le résultat d'une lutte contre la richesse et non pas contre la pauvreté...

Tous ces français qui ont été obligés de quitter leur pays seraient beaucoup plus utiles dans leur pays qu'à Londres, Bruxelles, Genève ou Lisbonne.

Il paraît que l'immobilier qui est déjà surtaxé va l'être encore avec le nouvel ISF qui sera maintenu. On a du mal à comprendre pourquoi l'Etat fait une différence entre les bons investissements en action et les mauvais investissements en immobilier. A minima, si l'ISF était même en partie maintenu son taux devrait refléter l'évolution des taux d'intérêts et donc celle des rendements des placements. Être taxé à 1% quand les taux d'intérêts sont proches de zéro n'est pas du tout la même chose que quand l'inflation était à 7% ce qui était le cas lorsque cet impôt a été créé.

De nouvelles dépenses, de nouveaux impôts mais assez peu d'économies

Emmanuel Macron prétend bouleverser considérablement l'écosystème économique et social. On a beaucoup de mal à comprendre comment il va y arriver en regardant ses grandes mesures phare.

Les 35 heures dont il souhaitait la suppression. On est en est à la conservation du temps de

travail et à l'ouverture de discussions avec la branche professionnelle ou l'entreprise...

L'assurance vie. Il veut taxer tous les revenus du capital à 30% alors qu'elle est actuellement taxée à 23% pour les contrats détenus depuis plus de huit ans. Tous les français qui ont fait un effort d'épargne pour compléter leur retraite risquent d'être déçus...

La retraite à points qu'il faudra faire accepter par les fonctionnaires commencera par une hausse de la CSG...

Le droit au chômage tous les cinq ans n'a rien à envier au revenu universel de Benoit Hamon...

Nulle trace d'économies dans le livret de campagne de 32 pages qu'il a distribué aux électeurs du premier tour.

Sans capitalisme français il n'y aura plus de souveraineté nationale

Une fois élu le nouveau président ou la nouvelle présidente devra essayer de réconcilier un pays divisé en quatre camps à peu près égaux et irréconciliables : 1/ Les électeurs d'Emmanuel Macron, 2/les sympathisants de Marine Le Pen et les anti système de Nicolas Dupont-Aignan, 3/ les gauchistes de Jean Luc Mélenchon, 4/les socialistes survivants de Benoit Hamon, sans parler des trotskistes de Philippe Poutou et Nathalie Arthaud. Au mieux ce sera le retour à la quatrième république.

Emmanuel Macron se présente comme « le président des patriotes face à la menace nationaliste ». Marine Le Pen a fait imprimer des tee shirt sur lesquels on peut lire « Ici c'est la France, aime la ou quitte la »...

A tous ceux qui invoquent la souveraineté nationale, il faudrait qu'ils réalisent que déjà 17 sociétés du CAC 40 sont déjà sous contrôle d'investisseurs étrangers. Il ne reste plus que cinq sociétés sous contrôle majoritaire français (LVMH, Bouygues, Sodexo, Kering) qui ont un actionnariat familial et Air Liquide qui a depuis des décennies une base d'actionnaires français qui sont particulièrement bien traités. A force de faire fuir les investisseurs à l'étranger et de ne pas vouloir mettre en place de véritables fonds de pension il n'y a plus de capitalisme français...

Après la traque subie par François Fillon, ce qu'il reste de la droite recommande majoritairement de voter Emmanuel Macron afin de « viser la cohabitation » après les législatives. L'expérience nous a appris qu'il fallait se méfier des comportements cachés qui auraient échappé aux sondeurs. Un taux élevé d'abstention pourrait favoriser plus Marine Le Pen qu'Emmanuel Macron...